

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL **DU VENDREDI 18 DECEMBRE 2020**

1 - Séance du Conseil Municipal du 18 Novembre 2020 : Approbation du procès-verbal

Sur rapport de Mme AROSTEGUY :

Il a été demandé de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 18 Novembre 2020.

ADOpte

2 - Document d'Orientations Budgétaires 2021/2023 : Présentation et débat

Sur rapport de Mme AROSTEGUY, M. CHAZOUILLERES, M. BOUDOUSSE, Mme VALS, Mme PINATEL, Mme CASCINO, M. BACH, Mme DUBOIS-VIZIOZ, M. LABORDE, Mme GRAVÉ, M. MARTINEZ, Mme DURAND-PURVIS, M. DELANNE, M. QUATRE VIEUX, Mme VERGET, Mme RODET :

En application de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été présenté le document d'orientations budgétaires 2021/2023 qui a fait l'objet d'un débat et d'un vote au sein de l'assemblée délibérante.

ADOpte

M. BARUCQ, Mme BRAO, M. DUSSAUSOIS-LARRALDE, Mme MARTINEAU, M. MORIN, Mme MOTSCH, M. CARRERE, M. DESTIZON votent contre

3 - Rapport sur l'égalité femmes/hommes – Année 2019

Sur rapport de M. MENARD :

L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe constitutionnel depuis 1946. Il a été rappelé dans l'article 1^{er} de la Constitution de 1958 ainsi que dans l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Ce principe a également été précisé dans la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique territoriale qui impose aux collectivités territoriales de présenter devant les comités techniques un rapport relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (article 51).

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ajoute, en son article 61, 2 nouveaux articles au code général des collectivités locales. Ces articles imposent aux collectivités de plus de 20000 habitants de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les politiques qu'elles mènent sur leur territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Celui-ci fait état de la politique des ressources humaines en matière d'égalité professionnelle et présente le suivi de la clause d'égalité dans les marchés publics.

En ce qui concerne les marchés publics, la première démarche vise à exiger des candidats la production d'une déclaration sur l'honneur par laquelle l'entreprise s'engage à :

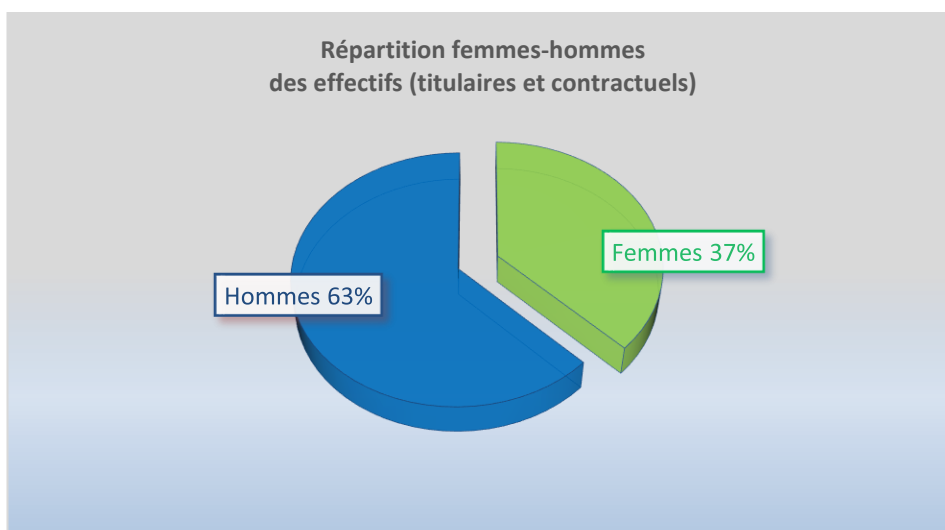
- ne pas avoir fait l'objet d'infractions mentionnées à l'article L146-1 du Code du travail
- avoir mis en œuvre, avoir réalisé ou engagé la régularisation en matière d'égalité hommes/femmes (art. L 2242-5 du Code du travail).

En ce qui concerne les ressources humaines, un rapport détaillé a été établi.

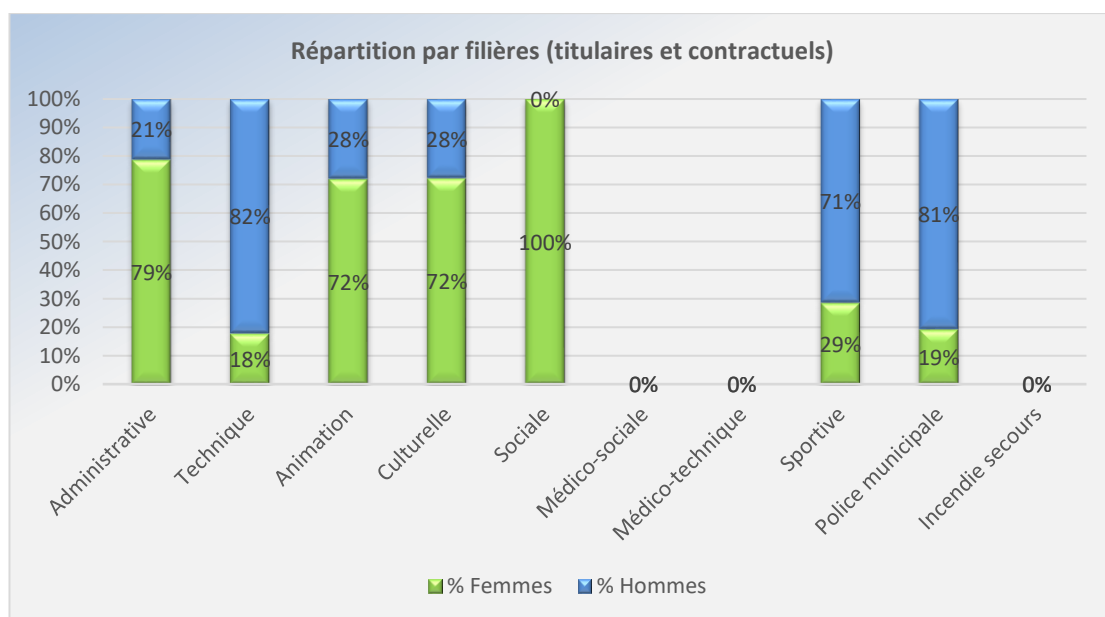
I – Le constat

- **Répartition par filière**

Sur l'ensemble de nos effectifs permanents (titulaires et contractuels), 37% sont des femmes, 63% des hommes.



	TOTAL (titulaires + contractuels)			% sur le total des effectifs (titulaires et contractuels)	
Filières	Femmes	Hommes	TOTAL	% Femmes	% Hommes
Administrative	78	21	99	79%	21%
Technique	52	240	292	18%	82%
Animation	18	7	25	72%	28%
Culturelle	13	5	18	72%	28%
Sociale	11	0	11	100%	0%
Médico-sociale	0	0	0	0%	0%
Médico-technique	0	0	0	0%	0%
Sportive	4	10	14	29%	71%
Police municipale	5	21	26	19%	81%
Incendie secours	0	0	0	0%	0%
TOTAL	181	304	485	37%	63%

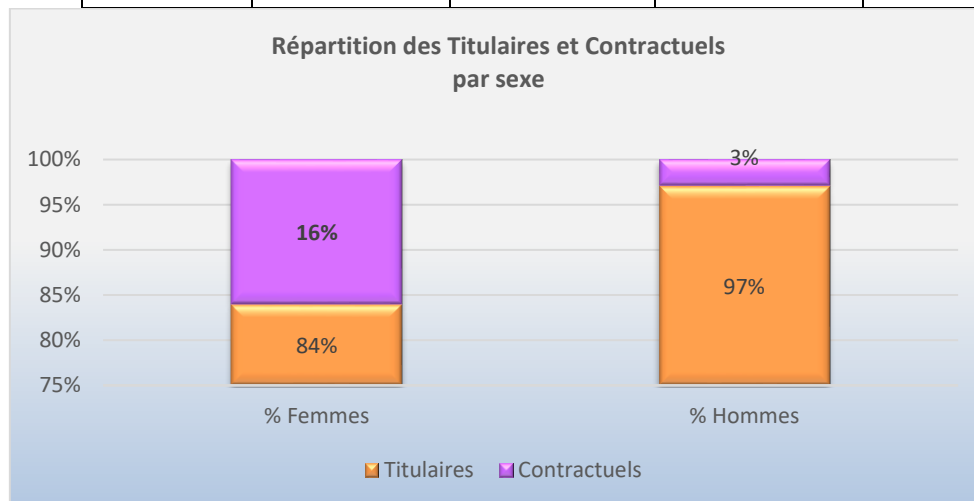


S'il y a toujours 100% de femmes dans la filière sociale (Atsem), nous notons une faible proportion du nombre de femmes dans la filière technique (18% en 2019).

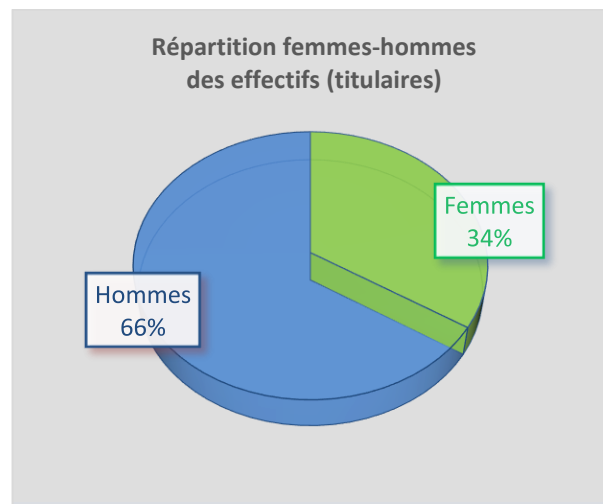
Le rééquilibrage des filières ne peut qu'être lent compte-tenu du faible taux de renouvellement des agents à la Ville de Biarritz. En outre, il y a un réel déficit de candidats dans certaines filières (sociale notamment) ou de candidates sur certains postes de la filière technique (maçon, plombier, serrurier, menuisier...). Si l'on regarde les chiffres au niveau national dans la fonction publique territoriale, on retrouve les mêmes constats.

- **Répartition titulaires / contractuels**

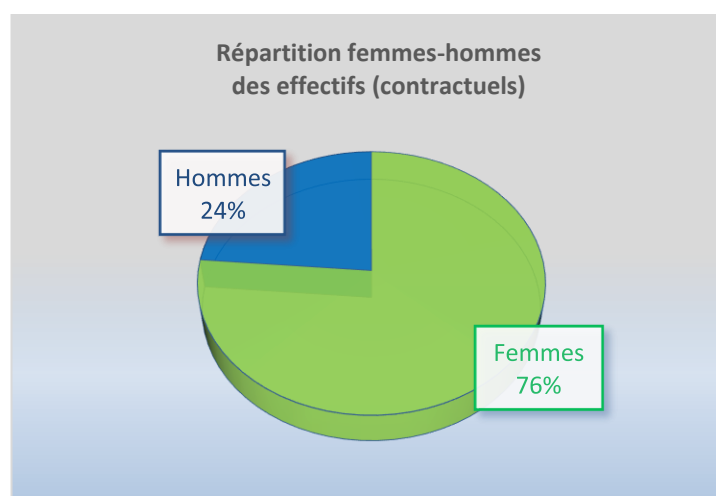
	% Femmes	% Hommes	Nombres de femmes	Nombres d'hommes
Titulaires	84%	97%	152	295
Contractuels	16%	3%	29	9
Total	100%	100%	181	304



Filières	Femmes titulaires	Hommes titulaires	Total
Administrative	70	16	86
Technique	37	237	274
Animation	14	6	20
Culturelle	12	5	17
Sociale	11	0	11
Médico-sociale	0	0	0
Médico-technique	0	0	0
Sportive	3	10	13
Police municipale	5	21	26
Incendie secours	0	0	0
TOTAL	152	295	447

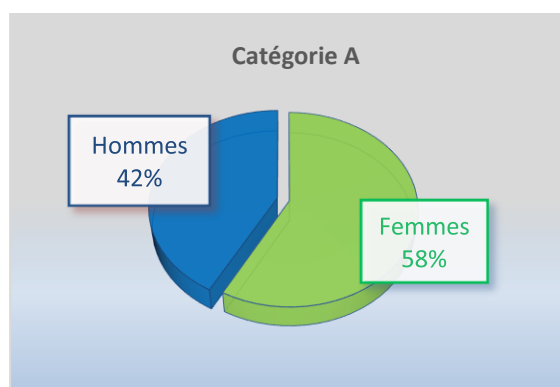


	Femmes Contractuelles	Hommes contractuels	Total
	8	5	13
	15	3	18
	4	1	5
	1	0	1
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	1	0	1
	0	0	0
	0	0	0
	29	9	38



La part des femmes occupant un poste de contractuel est plus importante que la part des hommes : ce sont essentiellement des femmes qui occupent des emplois à temps non complet à un taux inférieur à 50% (agent de cantine ou d'entretien des locaux). Le nombre d'hommes contractuels a baissé comparativement à l'année 2018 (24 % en 2019, contre 28% en 2018).

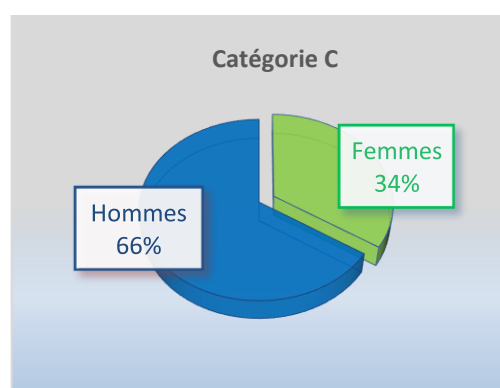
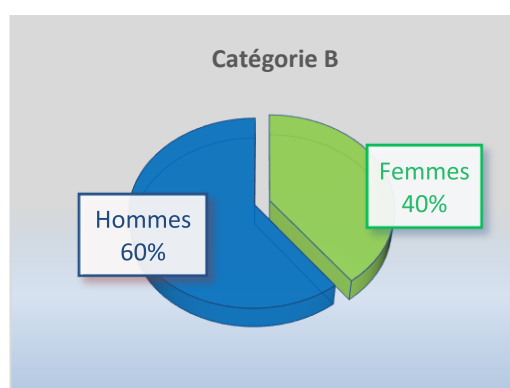
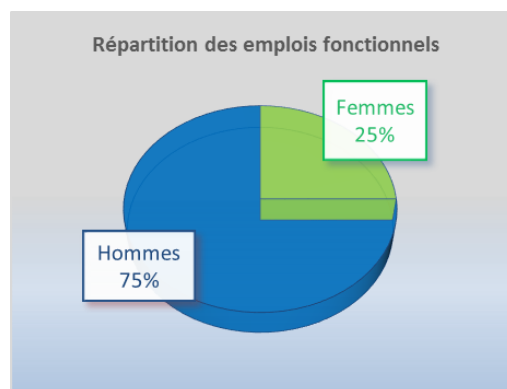
- **Répartition par catégorie**



Catégorie hiérarchique	Nombre de Femmes	Nombre d'Hommes
cat. A	29	21
cat. B	23	35
cat. C	129	248
Total	181	304

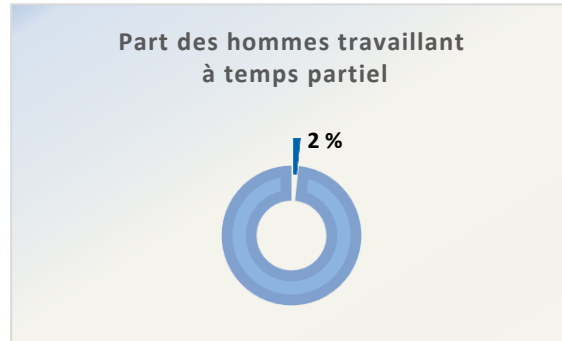
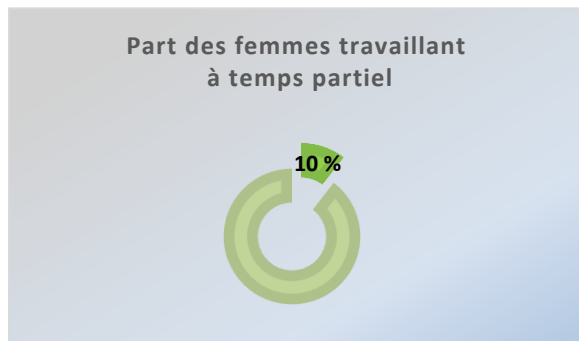
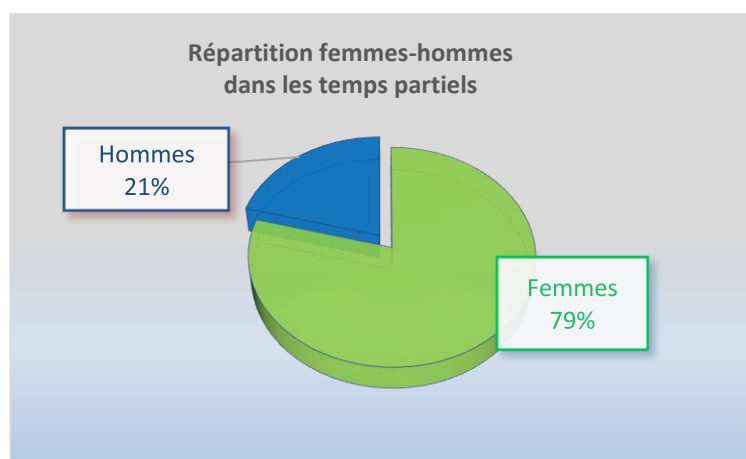
En 2019, les emplois de direction sont pour 75% pourvus par des hommes, tout comme en 2018 et 2017, contre 100% en 2016.

	Femmes	Hommes	Total
Emplois fonctionnels	1	3	4
Total	1	3	4



La catégorie B est toujours en net déséquilibre femmes/hommes : 40% de femmes en catégorie B (comme en 2018). Cette répartition ne se retrouve pas au niveau national dans la fonction publique où il y a globalement dans chaque catégorie 60% de femmes et 40% d'hommes, mais il faut noter que les communes ont une plus forte proportion de métiers manuels traditionnels que les autres collectivités territoriales. Le déséquilibre est encore plus fort dans la catégorie C (seulement 34 % de femmes).

- **Temps partiels**

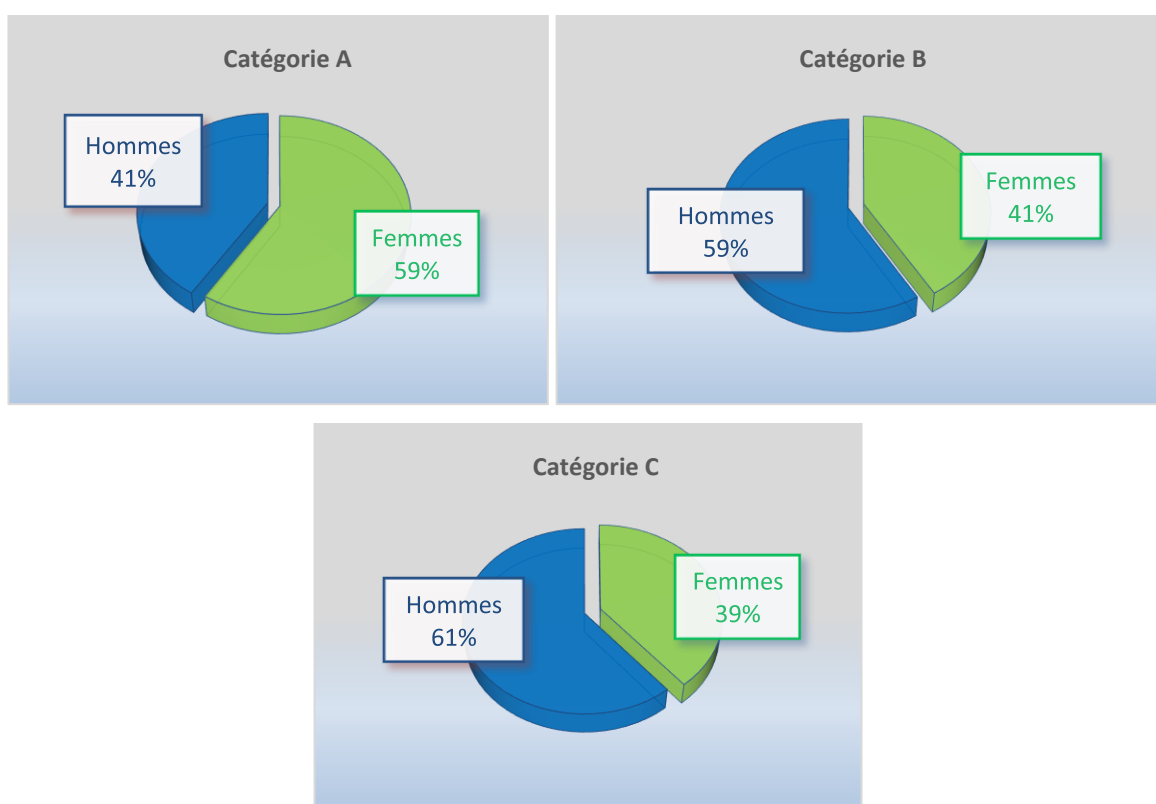


La répartition femmes/hommes sur le temps partiel est toujours significative mais elle a diminué : 80% des agents à temps partiel sont des femmes (contre 86 % en 2018) ; 10 % des femmes travaillent à temps partiel pour seulement 2 % des hommes.

- **Formation**

Catégorie hiérarchique	Nombre Femmes ayant suivi une formation	% Femmes	Nombre Hommes ayant suivi une formation	% Hommes	Total des agents ayant suivi une formation
cat. A	23	59%	16	41%	39
cat. B	17	41%	24	59%	41
cat. C	68	39%	106	61%	174
Total	108	43%	146	57%	254

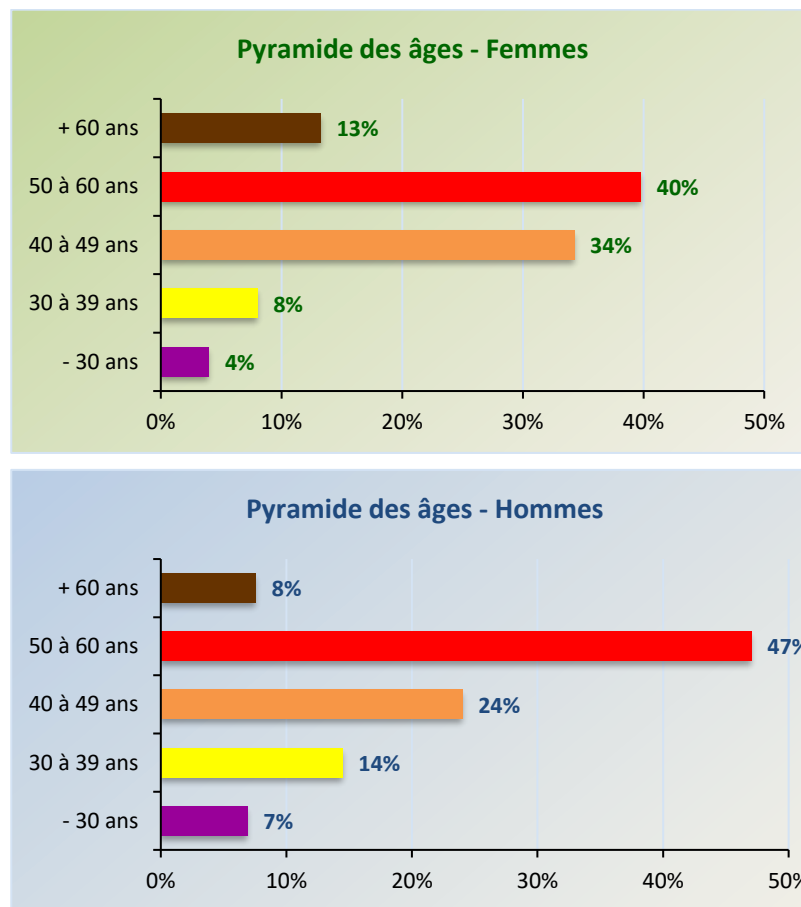
	Femmes	Hommes
nbre formation A	23	16
nbre agents en A	29	21
nbre formation B	17	24
nbre agents en B	23	35
nbre formation C	68	106
nbre agents en C	129	248



52% des agents ont suivi au moins une action de formation. Parmi eux, 43% étaient des femmes et 57% des hommes, toutes catégories confondues.

- Pyramide des âges**

Tranche d'âge	Nbre de Femmes	%Femmes par tranche d'âge	Nbre d'Hommes	%Hommes par tranche d'âge	Total agents par tranche d'âge	%agents par tranche d'âge
+ 60 ans	24	13%	23	8%	47	10%
50 à 60 ans	72	40%	143	47%	215	44%
40 à 49 ans	62	34%	73	24%	135	28%
30 à 39 ans	15	8%	44	14%	59	12%
- 30 ans	8	4%	21	7%	29	6%
Total	181	100%	304	100%	485	100%



13% des femmes, 21% des hommes ont moins de 40 ans

34% des femmes, 24% des hommes ont de 40 à 50 ans

40% des femmes, 47% des hommes ont de 50 à 60 ans

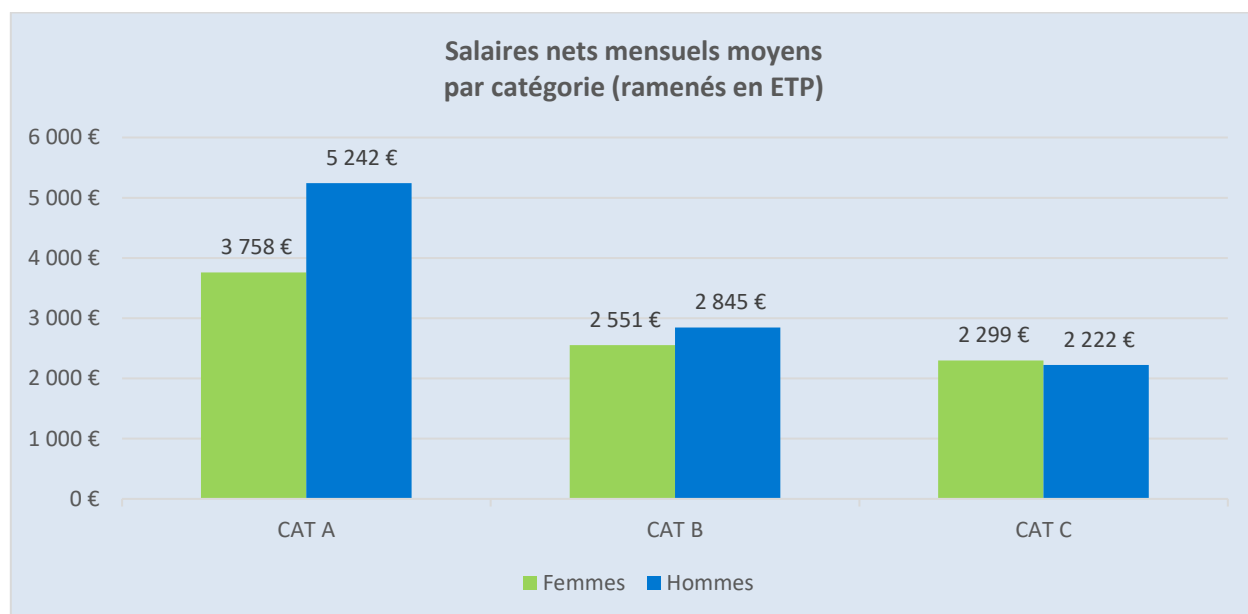
13% des femmes, 8% des hommes ont plus de 60 ans.

L'équilibre dans la pyramide des âges établit en 2018 est sensiblement similaire en 2019. Les écarts continuent de se creuser dans la tranche d'âge de + de 60 ans : 13 % chez les femmes (contre 9% en 2018) et 8 % chez les hommes (contre 6 % en 2018).

- Rémunération (en équivalent temps plein)**

Titulaires et contractuels sur emploi permanent

Catégorie hiérarchique	Salaire brut mensuel moyen des Femmes	Salaire brut mensuel moyen des Hommes
Catégorie A	3 580 €	4 945 €
Catégorie B	2 368 €	2 767 €
Catégorie C	1 713 €	2 168 €
Ensemble	2 095 €	2 428 €



Si les femmes sont plus nombreuses en catégorie A, elles ont en moyenne un salaire moins élevé que leurs homologues masculins : les emplois de direction sont majoritairement masculins et les postes les plus lourds en termes de responsabilités, donc de régime indemnitaire, sont encore occupés par des hommes. Par ailleurs, l'arrivée de femmes sur des postes de chefs de service reste assez récente, elles sont donc globalement plus jeunes et perçoivent un traitement de base moins élevé.

L'écart est moindre en catégorie B mais toujours en faveur des hommes qui occupent majoritairement les postes de techniciens. En catégorie C, l'écart est moindre, certaines femmes occupant des postes à plus fortes responsabilités, reconnues au travers des régimes indemnitaires accordés.

II – Les axes d'amélioration

Aujourd'hui, la ville de Biarritz pratique déjà une politique totalement égalitaire en ce qui concerne le déroulement de carrière des agents féminins (les agents à temps partiel, à temps non complet, les agents revenant de congé de maternité ou de congé parental bénéficient d'une évolution de carrière comparable à celle des agents à temps plein), ou leur accès aux formations.

D'autres points peuvent être améliorés :

- La mise en place de jury de recrutements systématiquement mixte à parité devrait permettre un examen plus équitable des candidatures hommes/femmes notamment pour les postes à fortes responsabilités.
- Il faut rechercher un rééquilibrage femmes/hommes dans toutes les filières par le recrutement volontaire du personnel, féminin ou masculin, déficitaire, chaque fois que l'offre de candidats le permet et sans s'arrêter aux contraintes (vestiaires séparés à créer...) et aux préjugés (difficultés d'intégration dans l'équipe...)

encore forts dans certains métiers, notamment ceux du bâtiment pour les femmes, l'accueil en petite enfance pour les hommes. Une politique volontariste doit être mise en œuvre pour réduire les écarts existants.

- Il faut également rechercher des nominations équilibrées dans l'encadrement supérieur et s'assurer de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les rémunérations et les parcours professionnels. Il y a encore de nombreuses idées préconçues. L'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle (les tâches liées à la famille, enfants et ascendants, et les tâches domestiques continuent d'être assurées majoritairement par les femmes) n'est pas toujours facilitée. Or, le temps de présence sur le lieu de travail, la disponibilité peuvent se gérer tout autrement et ne sont pas forcément synonymes d'efficacité (horaires extensibles, réunions tardives...). Là encore, une politique volontariste doit être mise en œuvre.
- La politique de mobilité interne développée par la collectivité devrait permettre aux agents de changer de métier afin de dynamiser leur parcours professionnel mais aussi de prévenir l'usure professionnelle. Cela devra être favorisé par des actions de formations appropriées ainsi que par un accompagnement de ces agents dans leur reconversion professionnelle.

Ces déclarations d'intention seront déclinées en plan d'actions.

Pour rappel, la loi n°2019-828 du 6 août 2019 ajoute, en son article 80, la mise en œuvre d'un plan d'actions pluriannuel pour les collectivités territoriales de plus de 20 000 habitants pour assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ce plan d'actions devra porter notamment sur les écarts concernant la rémunération, l'avancement et la promotion entre les femmes et les hommes, l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle et familiale, ainsi que sur les questions de discriminations, de violence et de harcèlement. Il comportera des objectifs, des indicateurs de suivi et un calendrier d'application qui compléteront le rapport annuel établi.

Il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

4 - Sûreté des transports collectifs : Mise en place d'une convention locale – décision de signature

Sur rapport de Mme VALS :

La sûreté, la tranquillité et la sécurité publiques sont des composantes essentielles de l'ordre public. Elles doivent être garanties dans tous les services publics et notamment dans les transports publics.

Le 5 juillet 2020, Monsieur Philippe MONGUILLOT, conducteur de bus de la société Keolis, a été mortellement blessé à l'occasion d'une rixe avec des passagers ne respectant pas la réglementation. Un immense émoi au sein de l'agglomération bayonnaise, mais aussi à l'échelon national, s'en est suivi.

Afin d'éviter que des faits de ce type puissent avoir lieu à nouveau, il convient de renforcer la sécurité au sein des transports publics.

C'est en ce sens que l'Etat et ses services institutionnels ont signé le 23 juillet 2020 une convention de sécurisation du réseau de transport en commun, associant le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour, son délégataire Keolis et les Maires des communes d'Anglet, Bayonne et Biarritz. Elle a pour but notamment d'assurer la sécurité des salariés de Keolis et des voyageurs, de lutter contre la délinquance, la fraude et les incivilités, au moyen d'échanges d'informations, de coordination opérationnelle et d'amélioration de la professionnalisation des pratiques et des compétences des acteurs.

L'idée est de mettre en place une véritable stratégie territoriale de sécurité.

Afin d'accompagner et de renforcer cet engagement collectif, et selon l'article 5 de la convention précitée, les maires d'Anglet, Bayonne et Biarritz ont convenu de l'approbation et de la mise en application d'une convention locale de sûreté des transports collectifs telle que définie à l'article L511-1 du code de la sécurité intérieure.

Cet accord permettra aux agents de police municipale des trois villes, en circulant à l'intérieur des bus ou en stationnant sur les stations, de sécuriser les lignes urbaines de transport en commun et d'assister les agents de contrôle de l'entreprise délégataire dans leurs opérations, tout en s'affranchissant des limites géographiques des communes et en y opérant indistinctement.

En application de l'article R512-8 du code de la sécurité intérieure qui prévoit l'accord des conseils municipaux sur les termes de la convention locale de sûreté des transports collectifs avant sa mise en œuvre, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir approuver la convention.

ADOpte

Mme MOTSCH et M. CARRERE s'abstiennent

5 - Convention de mutualisation en matière d'usages numériques avec la Communauté d'Agglomération Pays Basque : Autorisation de signature

Sur rapport de M. QUATRE VIEUX :

Par délibération du 1^{er} février 2020, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a renouvelé une convention avec le Syndicat mixte La Fibre64 afin de déployer un programme de services numériques.

Ce champ de coopération de services numériques est ouvert aux communes membres de la Communauté d'Agglomération qui le souhaitent, pour la réalisation de tout ou partie des prestations suivantes :

- **Mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGDP) :**
Accompagnement à la mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données par la mise en place d'un délégué à la protection des données mutualisé entre le Syndicat Mixte La Fibre64 et ses membres : le Syndicat mixte La Fibre64 est désigné comme délégué à la protection des données de la commune.
- **Dématérialisation de la commande publique :**
Mise à disposition d'un profil acheteur sur la plateforme de marchés publics AMPA.
- **Dématérialisation de l'envoi au contrôle de légalité :**
Mise à disposition d'un tiers de télétransmission des actes et flux dématérialisés de la commune.
- **Inclusion numérique :**
Cet accompagnement prévoit notamment l'ingénierie, la coordination et l'animation des réseaux locaux d'inclusion numérique, une cartographie des lieux et services d'inclusion numérique situés sur le territoire, ainsi qu'un site ressources pour tous les aidants.
- **Webinaires ::**
Mise à disposition d'une série de webinaires thématiques accessibles à l'ensemble des élus et des agents des communes membres de la Communauté d'Agglomération (intelligence artificielle, open data, identité numérique...).

Ces services numériques sont accessibles gratuitement aux communes, via une convention de mutualisation, renouvelable annuellement par tacite reconduction, conformément au projet.

Au vu de ce qui a été exposé, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir :

- confirmer l'intérêt de la commune de Biarritz pour accéder aux services numériques suivants :
 - Mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGDP)
 - Dématérialisation de la commande publique
 - Dématérialisation de l'envoi au contrôle de légalité
 - Inclusion numérique
 - Webinaires

- et autoriser Madame le Maire à procéder à la signature de la convention de mutualisation correspondante, ainsi qu'à toutes les formalités nécessaires à la mise en application de la délibération.

ADOpte

6 – Projet Aguiléra - Demande de Mise en Comptabilité du Document d'Urbanisme : déclaration de projet habitat

Sur rapport de Mme AROSTEGUY :

Par délibération en date du 25 septembre 2019, il avait été décidé d'engager la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Biarritz, dans le cadre d'une déclaration de projet en vue de la réalisation du projet d'aménagement urbain et sportif de l'ensemble du site d'Aguiléra et d'autoriser Le Maire ou son délégataire, à engager toute procédure et signer tout document en vue de la concrétisation de cette procédure.

Après différentes discussions et échanges avec l'Etat et la Communauté d'Agglomération Pays Basque, il a été décidé de revenir sur cette Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme sur la totalité du site et de lancer au plus vite une Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme, avec déclaration de projet pour la seule partie habitat.

Cette demande est motivée par notre volonté affirmée, au travers de la prochaine signature du contrat de mixité sociale, de réaliser le plus rapidement possible les logements (dont un minimum de 50 % au titre de la loi SRU), prévus sur ce site.

Si la réaffirmation et le confortement de la vocation sportive du site avec un programme de remise à niveau important est possible au regard des règles du Plan Local d'Urbanisme, en revanche il convient pour la création des poches qui vont permettre la construction de plus de 300 logements rue Cino del Duca et le long du BAB, d'adapter les dispositions du Plan Local d'Urbanisme.

Ce terrain d'assiette est aujourd'hui classé dans sa totalité dans une zone Na, dans laquelle sont admises les occupations et utilisations liées aux activités sportives et aux loisirs ne permettant que les constructions et transformations liées à cette vocation sportive et de loisirs.

Il convient donc aujourd'hui de modifier le règlement et les dispositions graphiques du Plan Local d'Urbanisme, afin de pouvoir délivrer rapidement les autorisations d'urbanisme nécessaires pour les logements.

A cet effet, une procédure de Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme avec déclaration de projet, de la compétence de la Communauté d'Agglomération Pays Basque sera lancée par cette dernière, compétente en matière d'habitat.

Par lettre, en date du 30 septembre 2020, la Communauté d'Agglomération Pays Basque, a été saisie pour le lancement de cette procédure.

Elle y a répondu favorablement par courrier du 4 novembre 2020.

Considérant que cette ouverture à l'urbanisation permettant la construction de plus de 300 logements avec un minimum de 50 % de logements au titre de la loi SRU s'avère d'intérêt général, le Conseil Municipal a été invité à :

- retirer la délibération du 25 septembre 2019, qui décidait l'engagement par la ville de Biarritz d'une procédure globale de Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme, pour l'ensemble du site Aguiléra.
- demander à la Communauté d'Agglomération Pays Basque, compétente en matière d'habitat, de lancer conformément à l'article R. 153-15 du code de l'urbanisme, pour la partie logement du site Aguiléra, la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Biarritz, dans le cadre d'une déclaration de projet, avec un minimum de 50 % de logements pris en compte au titre de la loi SRU (article L 302.5 code de la construction et de l'habitation).
- autoriser Madame le Maire à signer tout document et pièce en vue de la concrétisation de cette procédure.

ADOpte

M. BARUCQ, Mme BRAO, M. DUSSAUSSOIS-LARRALDE,
Mme MARTINEAU, M. MORIN, Mme MOTSCH, M. CARRERE,
M. DESTIZON s'abstiennent

7 - Avis sur le projet de Programme Local de l'Habitat du Pays-Basque – arrêté le 1^{er} février 2020

Sur rapport de Mme CASCINO :

Le Programme Local de l'Habitat est un document destiné à programmer et à harmoniser au niveau intercommunal, la politique du logement, les objectifs et actions à mettre en œuvre sur six ans, pour répondre aux besoins d'hébergement de la population actuelle et future du territoire, en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements entre les communes.

Compte tenu de la création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, un nouveau Programme Local de l'Habitat a été lancé le 23 septembre 2017, pour l'engagement d'une procédure d'élaboration d'un nouveau Programme Local de l'Habitat à l'échelle du territoire de la Communauté.

Par délibération du 1^{er} février 2020, le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque a arrêté le Programme Local de l'Habitat Pays Basque 2020/2025 et tiré le bilan de la concertation.

Aujourd'hui, conformément aux dispositions de l'article R.302-9 du code de la construction, les conseillers municipaux des communes membres sont invités à

émettre leurs avis sur ce projet, dans un délai de deux mois à compter de la notification, à défaut de quoi cet avis est réputé favorable.

Le projet de Programme Local de l'Habitat est structuré en trois parties :

- le diagnostic (partie I),
- les orientations et objectifs du PLH (partie II),
- le programme d'actions (partie III).

L'objectif total de production par la Communauté d'Agglomération Pays Basque pendant la période du Programme Local de l'Habitat est de 2 656 logements.

L'objectif fixé à Biarritz est de 82 logements annuel (tableau ci-dessous).

Résultats détaillés par commune, Pôle Territorial Côte Basque Adour

Typologie communale détaillée	Communes	Moyenne log. construits 2010-2018 (9ans)	P° GLOBALE prochain PLH PAR AN (en moy. annuelle)	Indice de construction (nb de log. /an/ 1000 hab.)	P° Log. sociaux PLH PAR AN (en moy. annuelle)	Tx LS dans P° FINALE PLH principes + échanges	Nb minim. de log. PLAI (en moyen. annuelle)	Nb minim. de log. PLUS (moy. an)	Nb maxim. de log. en Accession sociale & en PLS (moy. an)
Commune littorale	Anglet	532,3	350	9	180	51%	59	67	54
Bayonne	Bayonne	758,6	435	9	185	43%	46	65	74
Commune littorale	Biarritz	89,2	130	5	82	63%	27	30	25
Commune littorale	Bidart	85,0	68	10	44	65%	15	16	13
Pôle structurant du rétro-litt	Boucau	72,9	100	13	57	57%	19	19	19
	Total	1 538	1 083	9	548	51%	167	197	185

Même, si cet objectif de 82 logements locatifs sociaux est inférieur aux objectifs de la loi SRU du 13 décembre 2019, (357 logements locatifs sociaux par an), il paraît trop ambitieux.

Ainsi, l'objectif de production de logements sociaux fixé lors du vote du précédent Programme Local de l'Habitat par l'Agglomération Côte Basque Adour pour Biarritz, a été augmenté de 31 %.

Ces chiffres vont à l'encontre de la réalité du territoire communal et de son potentiel sur 6 ans, puisque l'objectif fixé est supérieur de plus de 46 % à la moyenne des logements construits entre 2010 et 2018, (qui intégrait pourtant le programme Kléber qui avait permis avec l'aide financière de la Communauté d'Agglomération, une production massive de près de 300 logements locatifs sociaux).

Il peut être relevé que sur les trois dernières années au niveau du bilan SRU 2017/2019, ont été comptabilisés 44 logements locatifs sociaux par an, malgré en

2018 et 2019, une production de 67 % de logements locatifs sociaux (parmi les logements collectifs délivrés).

La ville de Biarritz a fait de la production de logements pour les familles biarrotes une priorité et fera le maximum, pour atteindre cet objectif qui paraît néanmoins trop élevé au regard du territoire de la ville et aux lourdes contraintes urbanistiques, environnementales et financières existantes.

Cet objectif paraît par ailleurs non compatible avec la volonté affichée de réduire la production, pour les communes littorales.

La ville de Biarritz est confrontée, avec près de 50 % de son territoire inconstructible (loi Littoral, loi aérodrome, 55,2 % de son territoire en Secteur Patrimonial Remarquable), à la plus forte densité en logements à l'hectare du département, la rareté extrême et reconnue du foncier constructible, un renouvellement urbain très difficile et une charge foncière exceptionnellement élevée.

Eu égard à la cherté du prix, il faut savoir que Biarritz doit prendre à sa charge entre 30 000 € et 140 000 € pour chaque logement social créé.

Ainsi, ces trois dernières années, pour produire des logements sociaux, nous avons cédé comme parcelles communales :

- le 19 rue Lamandé à un prix de 21 000 € alors que le bien était estimé par les Domaines à 1 460 000 € pour 13 logements sociaux.
(Chaque logement social coûtant 110 692 € à la Ville de Biarritz pour une moins-value de 1 439 000 €).
- le 28 bis rue Larrepunte à un prix de 255 000 € alors que le bien était estimé par les Domaines à 1 045 000 € pour 6 logements sociaux.
(Chaque logement social coûtant 131 666 € à la Ville de Biarritz pour une moins-value de 790 000 €).
- le 23 rue de Courasson à un prix de 1 € alors que le bien était estimé par les Domaines à 279 000 € pour 2 logements sociaux.
(Chaque logement social coûtant 139 500 € à la Ville de Biarritz pour une moins-value de 279 000 €).
- la rue du 8 Mai 1945 à un prix de 470 000 € alors que le bien était estimé par les Domaines à 1 267 000 € pour 22 logements sociaux.
(Chaque logement social coûtant 36 227 € à la Ville de Biarritz pour une moins-value de 797 000 €).

En raison de ces contraintes et difficultés, la ville de Biarritz souhaiterait être aidée financièrement (comme elle l'avait été sur la zone Kléber), et bénéficier d'une mise en œuvre rapide de la Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme Aguiléra.

Si le maximum PLS (30 %) est incontournable, en revanche un quota bail réel solidaire doit être prévu indépendamment. A défaut, cela ne peut qu'accentuer le caractère dual

de la ville avec une dichotomie entre la population propriétaire dans le privé et, la population vivant dans les logements sociaux. Il est impératif pour la mixité sociale et la mobilité résidentielle qu'il y ait plus de logements sociaux accessibles aux classes intermédiaires via le bail réel solidaire.

Il peut être souligné la qualité du travail et des documents élaborés, et la ville se félicite notamment de la baisse dans les communes littorales de la production, de la volonté de renforcer la qualité résidentielle, architecturale et urbaine, et du souhait de diversifier l'offre de logements pour la rendre plus accessible aux ménages locaux.

Ainsi :

- Considérant que l'objectif fixé en matière de logements sociaux paraît très élevé et compte tenu des contraintes conjoncturelles, structurelles, réglementaires financières de la ville avec la nécessité de maintenir un cadre de vie bénéficiant d'une qualité résidentielle, architecturale et urbaine, prévu par le Programme Local de l'Habitat,
- Considérant que la ville de Biarritz eu égard à sa politique volontariste visant à produire des logements pour les familles biarrottes doit être aidée,
- Considérant que comme le prévoit le Programme Local de l'Habitat dans ses actions, il convient de diversifier l'offre de logements pour la rendre plus accessible aux ménages locaux (avec les baux réels solidaires),

Le Conseil Municipal a été invité à :

- émettre un avis favorable au projet de Programme Local de l'Habitat arrêté le 1^{er} février 2020 tout en demandant à la Communauté d'Agglomération Pays Basque, sous réserve que soit :
 - prévu un pourcentage strictement réservé au bail réel solidaire en sus des 30 % maximum réservés aux logements PLS,
 - baissé l'objectif trop élevé de 82 logements prévus pour Biarritz,
 - mis en place, parmi les actions, des aides financières (aide à la surcharge foncière, subventions...) pour toutes les communes de la Communauté d'Agglomération Pays Basque en état de carence, leur permettant de produire plus significativement des logements
 - concrétisée le plus rapidement possible, la Mise en Compatibilité du Document d'Urbanisme pour Aguiléra.

ADOpte AVEC RESERVES
Mme BRAO et M. MORIN votent contre

8 - Exploitation Cinéma « Le Royal » : Décision de prolongation de la DSP - autorisation de signature de l'avenant n° 4

Sur rapport de Mme PINATEL :

Par convention de délégation de service public en date du 2 juillet 2014, la Ville de Biarritz a confié à l'association VERSION ORIGINALE l'exploitation du cinéma « Le Royal ».

Ce contrat était établi pour une durée de 6 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat, soit jusqu'au 18 juillet 2020.

Un premier avenant de prolongation signé le 26 décembre 2019 avait porté la date de fin de contrat au 31 décembre 2020, afin de permettre la relance d'une délégation de service public après les élections municipales.

La crise sanitaire et le report des élections municipales ont retardé l'engagement des réflexions sur les modalités de gestion future du cinéma.

La nouvelle équipe municipale souhaite aujourd'hui étudier toutes les modalités d'exploitation d'un cinéma à Biarritz, notamment sous une autre forme que celle de la DSP, et a procédé au lancement d'un appel à candidatures destiné à susciter des projets de la part de porteurs de projets privés qui se chargeront de financer les travaux nécessaires à l'exploitation du cinéma, et d'assurer cette exploitation à leurs risques et périls.

Dans l'attente des réponses à cet appel à projets, l'exploitant actuel du cinéma a accepté de poursuivre son exploitation jusqu'au 30 juin 2021.

Il a été précisé au Conseil Municipal que la commission de délégation de service public, dans sa réunion du 30 novembre 2020, a donné un avis favorable à la conclusion du présent avenant.

Il a donc été proposé, au Conseil Municipal, d'autoriser la signature par Madame le Maire de l'avenant correspondant, ayant pour objet de prolonger jusqu'au 30 juin 2021 le contrat d'affermage.

ADOpte

M. DESTIZON, M. CARRERE, Mme MOTSCH, M. BARUCQ s'abstiennent

9 - Constitution d'un groupement de commandes permanent : Autorisation de signature de la convention constitutive

Sur rapport de M. RODRIGUES REIS :

L'article L.2113-6 du Code de la commande publique prévoit la possibilité, pour des collectivités publiques, de constituer des groupements de commandes en vue de la

passation de marchés publics. Cet article permet également d'associer au groupement de commandes des personnes morales de droit privé.

Ces groupements de commandes permettent de réaliser des économies d'échelle sur les travaux, prestations et fournitures achetées, et de mutualiser les frais de passation des marchés.

La Ville de Biarritz a ainsi, depuis quelques années, passé de multiples marchés et accords cadre en groupement de commande avec le S.I.A.Z.I.M., le C.C.A.S., les SEM locales, les EPIC comme Biarritz Tourisme et l'Atabal, et plus ponctuellement avec certaines associations gérant des bâtiments communaux.

Ces groupements portaient sur des travaux, fournitures et services récurrents.

Lors de la constitution du groupement créé pour chaque consultation, il était demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la signature de la convention de groupement de commande, ce qui représentait un formalisme relativement lourd au regard de la multiplication de ces achats groupés, et a pu conduire à allonger la durée de la procédure.

Aussi, pour gagner en efficacité, depuis début 2018, il a été constitué un groupement de commandes « permanent », permettant à ses membres (la Ville de Biarritz, le S.I.A.Z.I.M., le C.C.A.S., la SEM Biarritz Océan, la SOCOMIX, la Société des Golfs, l'EPIC Biarritz Tourisme, l'EPIC Atabal, et certaines associations ou sociétés gérant des bâtiments de la Ville ou du S.I.A.Z.I.M., telles que Version Originale, l'association LASSOSALAI, le BAC, le Pôle équestre de Biarritz ...) d'adhérer librement et par simple décision à des groupements d'achats lancés dans des domaines définis :

- Fournitures courantes : fournitures administratives, titres restaurant, fournitures spécialisées, matériels techniques, matériels informatiques ...
- Travaux annuels récurrents : travaux annuels de voirie, éclairage, signalisation, réparation de jeux pour enfants, entretien de bâtiments ...
- Prestations de service récurrentes : entretien – maintenance, vérifications périodiques et contrôle de matériels ou d'installations techniques, téléphonie...

Le fonctionnement proposé étant le suivant :

- chaque membre du groupement permanent est libre de participer ou non aux consultations lancées en application de la convention de groupement permanente,
- la Ville de Biarritz est désignée coordonnateur de chaque consultation
- le rôle du coordonnateur s'arrête à la notification des marchés, chaque entité étant en charge d'exécuter le marché pour la part la concernant,
- les marchés sont passés dans le respect des dispositions du Code de la commande publique
- Le groupement peut éventuellement être élargi à d'autres membres,
- la sortie des membres du groupement reste également possible

Le groupement de commande permanent prenant fin au 31 décembre 2020, il a été proposé au Conseil Municipal de reconduire ce dispositif pour les années 2021, 2022 et 2023.

En conséquence, il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir :

- Autoriser la constitution d'un groupement de commandes permanent, pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2023,
- Autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer et à exécuter la convention constitutive du groupement permanent et à prendre toute décision relative à la mise en œuvre de ladite convention, telles que la signature des conventions spécifiques à chaque consultation.

ADOpte

10 - Convention de groupement de commandes pour les fournitures de bureau et de papier reprographique : Décision de constitution d'un groupement avec la Ville de Bidart – Autorisation de signature

Sur rapport de M. RODRIGUES REIS :

L'article L.2113-6 du Code de la commande publique prévoit la possibilité, pour des collectivités publiques, de constituer des groupements de commandes en vue de la passation de marchés publics.

Ces groupements de commandes permettent de réaliser des économies d'échelle sur les prestations et fournitures achetées, et de mutualiser les frais de passation des marchés.

Il est prévu de constituer le groupement de commandes suivant :

Groupement de commande Ville de Biarritz / Ville de Bidart pour l'accord-cadre suivant :

- Accord-cadre à bons de commande pour les fournitures de bureaux et la fourniture de papier reprographique : avec minimum et maximum - Durée : 1 an, renouvelable 2 fois.

Une convention de groupement de commandes doit être établie pour cet accord cadre, afin de désigner le coordonnateur du groupement et de définir les missions de celui-ci.

La signature de la convention doit être autorisée par le Conseil Municipal.

En conséquence, après en avoir pris connaissance, il a été proposé, au Conseil Municipal, de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer la convention de groupement de commandes visée ci-dessus entre la Ville de Biarritz et la Ville de Bidart.

ADOpte

11 - Agents Streeteo : Décision de fin de contrat et de reprise au sein de la ville de Biarritz

Sur rapport de M. CHAZOILLERES :

Conformément à l'accord-cadre conclu à compter du 1^{er} janvier 2018 pour une période de 2 ans, la Ville de Biarritz a confié à la Société Indigo l'exploitation du stationnement payant sur voirie. Pour la surveillance, la vérification et l'établissement des forfaits de post-stationnement (FPS), Indigo a fait appel à sa filiale Streeteo, spécialisée dans les métiers du stationnement. 2 agents Streeteo ont été affectés à cette mission ainsi qu'un agent Indigo pour la partie maintenance.

Cet accord-cadre venant à expiration le 31 décembre 2020, la Ville de Biarritz a décidé de reprendre en régie la gestion de son stationnement. Selon l'article L1224-3 du Code du Travail qui prévoit le transfert de salariés de droit privé à une personne publique lorsqu'elle reprend l'activité dans le cadre d'un service public administratif, la ville de Biarritz doit proposer aux salariés Streeteo et Indigo un contrat de droit public.

Ces contrats de droit public à durée déterminée ou indéterminée, selon la nature du contrat de travail détenu, devront reprendre les clauses substantielles contenues dans leur contrat de travail actuel. En cas de refus d'un salarié d'accepter le contrat proposé, le contrat prendra fin de plein droit et la collectivité devra appliquer les dispositions relatives aux agents licenciés prévues par le droit du travail et par leur contrat.

Il a donc été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir créer les emplois permanents suivants :

- 1 poste de Responsable opérationnel du stationnement payant, à temps complet, qui relèvera du cadre d'emplois de technicien (catégorie B) susceptible d'être pourvu par un contractuel,
- 1 poste d'Agent de surveillance de la voie publique et du contrôle du stationnement payant, à temps complet, qui relèvera du cadre d'emplois des adjoints techniques (catégorie C) susceptible d'être pourvu par un contractuel,
- 1 poste d'Agent d'exploitation, à temps complet, qui relèvera du cadre d'emplois des adjoints techniques (catégorie C) susceptible d'être pourvu par un contractuel.

Ces emplois seront pourvus par les agents affectés au stationnement et à la maintenance dans le cadre de l'accord-cadre avec la Société Indigo, dont les contrats de droit privé deviendront des contrats de droit public, contrats à durée indéterminée (CDI).

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2021.

ADOpte

M. BARUCQ et M. DESTIZON s'abstiennent

12 - Stationnement payant sur voirie : Convention pour la gestion des forfaits post stationnement : autorisation de signature

Sur rapport de M. CHAZOILLERES :

Dans le cadre de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie, le conseil municipal avait approuvé le **17/11/2017** les montants respectifs des forfaits post stationnement F.P.S. (normal et minoré) créés à compte du **01/01/2018**.

En complément de cette création et par convention spécifique, la gestion du contentieux lié aux contestations des forfaits post stationnement avait été confiée jusqu'au 31/12/2020 à l'organisme public **ANTAI** alors que la gestion administrative des recours administratifs préalables obligatoires (R.A.P.O.) était assurée par la société INDIGO titulaire du marché de prestations pour l'émission, la gestion du suivi et la transmission des R.A.P.O. à l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (**A.N.T.A.I.**).

Or ce marché n°**193-17** passé avec le prestataire a été résilié au **31/12/2020**, la ville de Biarritz ayant décidé de conserver la gestion administrative et technique du stationnement de surface.

Dans ces conditions, la gestion administrative des recours administratifs préalables obligatoires des F.P.S. sera assurée, à compter du **01/01/2021**, par le nouveau service du stationnement qui vient d'être créé.

Dans ces conditions et après examen de la commission des finances du **16/12/2020**, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer une convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (**A.N.T.A.I.**) relative à la mise en œuvre du forfait post-stationnement en cycle complet qui prendra effet au **01/01/2021**.

ADOpte

M. BARUCQ et M. DESTIZON s'abstiennent

13 - Stationnement payant de surface : Convention de mandat : autorisation de signature

Sur rapport de M. CHAZOILLERES :

Dans le cadre de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie, le conseil municipal avait approuvé le **17/11/2017** les montants respectifs des forfaits post stationnement (normal et minoré) créés à compter du **01/01/2018**.

En complément de cette création, les conditions de gestion des recettes générées par ce service avaient été définies et confiées à la société Indigo avec la passation d'un marché de prestations n°**193-17** pour l'intégralité de la gestion administrative et technique du stationnement de surface pour une durée de deux années, renouvelable une fois.

Ce marché n°**193-17** fait l'objet d'une résiliation au **31/12/2020**, la ville de Biarritz ayant décidé de conserver la gestion administrative et technique du stationnement de surface et notamment d'assurer en régie directe le contrôle et la surveillance des zones de stationnement payant.

Pour des raisons techniques de mise en œuvre et eu égard aux délais de mise en place d'une éventuelle régie de recettes en période de fin d'année, il a été proposé à la société INDIGO d'assurer au travers d'une convention de mandat de très courte durée :

- La collecte des fonds en numéraires des horodateurs
- La tenue d'une comptabilité spécifique
- La souscription d'une assurance.

Par ailleurs, le nouveau service du stationnement étant en pleine construction, il a été également proposé au prestataire d'assurer la délivrance des abonnements de surface pendant une **durée limitée à trois mois** avant la migration complète et contrôlée de la solution technique et informatique du stationnement de surface et la livraison du prochain espace d'accueil des usagers du stationnement de surface.

Dans ces conditions et après examen de la commission des finances du **16/12/2020**, il a été demandé au conseil municipal de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer une convention de mandat avec la société INDIGO pour **d'une durée de trois mois** pour :

- la collecte le comptage et le transport des recettes en numéraires générées par les horodateurs
- la délivrance des abonnements au stationnement payant de surface

ADOpte

M. DESTIZON s'abstient

14 - DSP Sous-traités de plage : Décision de principe sur les caractéristiques de la délégation

Sur rapport de M. RODRIGUES REIS :

Le décret du 28 mai 2006 (codifié aux articles R 2124-13 et suivants du Code de la Propriété des Personnes Publiques) relatif aux concessions de plages dispose que le domaine public maritime, appartenant à l'Etat, fait l'objet de concessions accordées en priorité aux communes.

Ces concessions portent sur l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages, et peuvent être soit exploitées directement par les communes, soit confiées à des sous-traitants.

Une convention de concession de plage a ainsi été signée entre l'Etat et la Ville de Biarritz le 3 décembre 2008 pour une durée de 12 ans, portant sur les plages de la Milady, de Marbella, de la Côte des Basques, du Port Vieux, de la Grande Plage - Miramar – Bernain.

Elle a expiré le 3 décembre 2020, et la Ville a déposé un dossier de demande de renouvellement, qui a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Départementale Nature, Paysages et Sites.

Dans l'hypothèse où une commune, titulaire d'une concession de plages, décide de sous-traiter une partie de l'exploitation, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit l'obligation de recourir, pour la désignation du sous-traitant, à la procédure de délégation de service public.

La Ville de Biarritz a ainsi, en 2017, attribué les sous-traités suivants après procédure de délégation de service public :

- Sous-traité « Club de plage » portant sur l'installation et l'exploitation d'un club de plage sur le domaine public maritime concédé - Grande plage
- Location de matériel de plage (tentes, sièges et parasols) - Grande Plage,
- Sous-traité « Club de Natation » portant sur l'exercice d'une activité d'enseignement de la natation sur le domaine public maritime concédé - Plage du Port Vieux

Les contrats ont été passés pour une période de 4 ans, soit jusqu'à la saison 2020 incluse.

Il convient donc de lancer une procédure de délégation de service public en vue de l'attribution de trois sous-traités à compter de la saison 2021 :

- Club de plage pour enfants sur la Grande Plage,
- Location de matériel de plage sur la Grande Plage,
- Club d'apprentissage de la natation sur la plage du Port Vieux

Conformément à l'article L 1411-4 du code général des collectivités territoriales, un rapport présentant les principales caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire a été établi.

Ce rapport a pour objet de présenter les différents modes de gestion possibles en vue de l'exploitation de l'activité, exposer les motifs justifiant le recours à une délégation de service public et enfin décrire les caractéristiques des prestations assurées par le futur délégataire au titre du contrat à intervenir.

Il est précisé que la signature des sous-traités ne pourront intervenir que sous réserve de l'attribution de la concession de plages de la part de l'Etat, en cours d'instruction.

Conformément à l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 4 décembre 2020,

Il a donc été demandé, au Conseil Municipal :

- De se prononcer sur le principe du recours à la délégation de service public pour l'exploitation de 3 sous-traités de plage à Biarritz,
- d'autoriser le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L 1411 – 1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

ADOpte

15 - Eclairage public sur l'avenue du Lac Marion : Convention avec le SDEPA - Autorisation de signature

Sur rapport de M. LABORDE :

Par délibération du 12 février 2020, le Conseil Municipal a approuvé le plan de financement des travaux d'enfouissement des réseaux de l'avenue Kennedy au droit du Connecteur. Le montant prévisionnel des travaux a été chiffré à 172K€ pour une participation de la ville de Biarritz à hauteur de 69K€.

Dans le cadre de la requalification de cette première partie du quartier il a été aussi envisagé l'enfouissement des réseaux sur le début de l'avenue du Lac Marion, jusqu'à l'entrée de l'hippodrome. La Ville de BIARRITZ a sollicité le SYNDICAT d'ENERGIE des Pyrénées-Atlantiques (SDEPA), afin de procéder à l'étude de ces travaux d'enfouissement du réseau d'éclairage public.

Le Président du SDEPA a informé la Commune du coût estimatif des travaux à réaliser, qui seraient confiés à l'Entreprise GROUPEMENT ALLEZ et CIE - LACIS. Ce chantier fera l'objet d'une inscription au Programme d'Electrification Rurale « Rénovation EP (DEPARTEMENT) 2020 ». Lesdits travaux, susmentionnés seront exécutés par le SDEPA, selon le montant prévisionnel de 102 141,44 € dont 79 997,67 € à la charge de la Ville de Biarritz.

Il a donc été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir décider de procéder à ces travaux exécutés par le SDEPA selon les montants, le plan prévisionnel de financement donnés et d'accepter l'éventuelle servitude à titre gratuit sur le domaine privé communal ainsi que la récupération des certificats d'économies d'énergie par le SDEPA lorsque les travaux sont éligibles.

ADOPTÉ

16 - Bourses de l'enseignement supérieur : Décision d'attribution pour l'année 2020/2021

Sur rapport de M. RODRIGUES REIS :

Les demandes d'attribution de bourses communales de l'Enseignement Supérieur sont parvenues au Service de l'Enseignement.

57 dossiers ont été retenus sur les critères des Bourses Nationales qui tiennent compte des revenus, de la situation familiale et du lieu des études.

C'est ainsi qu'a été établie la liste des bénéficiaires d'une bourse d'études au titre de l'année universitaire 2020-2021.

Ces bourses sont réparties ainsi :

- 12 bourses x 170,70 € = 2048,40 €
- 2 bourses x 257,10 € = 514,20 €
- 6 bourses x 329,20 € = 1975,20 €
- 10 bourses x 461,00 € = 4610,00 €
- 9 bourses x 488,90 € = 4400,10 €
- 12 bourses x 567,90 € = 6814,80 €

Pour un total général de 22771,60 €

En conséquence, il a été demandé, au Conseil Municipal, de décider :

- D'attribuer une bourse aux étudiants bénéficiaires, pour un montant global de 22771,00 €.
- Que les crédits soient prélevés au chapitre 67, article 6714, fonction 23 du budget 2020.

ADOPTÉ

17 - Plan de soutien II aux commerçants et artisans biarrots : **Décision d'abandon de taxes du domaine public**

Sur rapport de M. BACH :

Après un printemps difficile, la crise sanitaire du COVID 19 a de nouveau impacté très fortement l'activité commerciale locale, en particulier depuis l'application au 30 octobre 2020 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant la fermeture au public des commerces dits « non essentiels » listés dans son article 37, dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, hormis pour les activités de livraison et de retrait de commande.

Parmi les commerces fortement impactés, figurent les bars, cafés et restaurants, plus particulièrement concernés par ces mesures de restriction, car cette fermeture précède une période de couvre-feu d'une semaine, et que d'autre part, la période de fermeture au public se prolonge encore jusqu'au 20 janvier 2021.

Dans ce contexte, la Ville de Biarritz a souhaité apporter un soutien à l'ensemble de ses commerçants et artisans, via plusieurs actions :

- Le recensement des propositions de l'ensemble des commerçants, métiers de bouche et autres boutiques, pour leur ouverture au public, service de Drive, de vente à emporter, de click and collect, et de livraison, sur le site commerces-biarritz.com
- La poursuite de l'activité des marchés habituels :
 - le marché couvert des halles est ouvert tous les jours, de 7h30 à 14h, avec un filtrage de 50 personnes, pouvant aller ponctuellement jusqu'à 100 personnes pour éviter les files d'attente en extérieur, et le respect des gestes barrière (port du masque obligatoire, distanciation...)
 - les marchés de producteurs des quartiers sont également maintenus : sur l'allée des Prunus, dans le quartier St Martin le mercredi matin de 9h à 13h, Place St Charles le vendredi matin de 9h à 13h, sur le carreau des halles le samedi matin de 7h30 à 13h, ainsi que le Drive des paysans Lekukoa, les 2° et 4° samedis du mois, sur le parking d'Iraty, de 10h30 à 11h
- La mise en place d'un marché "traiteur" ponctuel, pour les restaurateurs de Biarritz qui le souhaitent, sur les différents marchés de producteurs extérieurs, en exonérant les participants de toute redevance.
- La mise en place d'une quarantaine d'emplacements Drive pour les commerces et restaurants qui l'ont sollicité, afin d'organiser leurs activités de retrait de marchandises. Ceux-ci pourront bénéficier de la gratuité du droit de stationnement pour les emplacements situés sur la zone payante et réservés à cet effet :
 - jusqu'à la fin des vacances de Noël, soit le 3 janvier 2021, pour les commerces
 - jusqu'à la date de réouverture des restaurants

La Ville de Biarritz souhaite, par ailleurs, abandonner les taxes et redevances d'utilisation marchande du domaine public que sont les redevances ou taxes de terrasses, d'enseignes, de stores ou assimilés, d'étalages pendant la période de fermeture des commerces. Cette mesure s'applique à tous les professionnels, y compris à ceux n'ayant pas interrompu leurs activités pendant le confinement.

Il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir valider l'ensemble de ces mesures, destinées à compenser la perte prévisible d'activité commerciale suite à la crise sanitaire.

ADOpte

18 - Décision modificative de crédit :

Budget principal - N°3

Budget annexe SPIC TVA - N°3

Sur rapport de M. CHAZOILLERES :

Examinée par la commission des finances du 16 décembre 2020, la décision modificative de crédits se présente comme suit :

I. BUDGET PRINCIPAL (D.M.C. N°3)

EN INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **78 173.00 €** détaillée ci-après :

En dépenses

- Au chapitre 040 « Opérations d'ordre de section à section »
pour les travaux en régie réalisés par le CTM: 78 173.00€
- En recettes**
- Au chapitre 040« Opérations d'ordre de section à section »
pour l'amortissement des immobilisations
corporelles et incorporelles (complément de crédits) : 1 871 021.00€
- Au chapitre 021 virement prévisionnel : - 1 792 848.00€

EN FONCTIONNEMENT

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **78 173.00 €** détaillée ci-après :

En dépenses

- Au chapitre 042« Opérations d'ordre de section à section »
pour la dotation pour amortissement des immobilisations
corporelles et incorporelles (complément de crédits) : 1 871 021.00€
- Au chapitre 023 virement prévisionnel : - 1 792 848.00€

En recettes

- Au chapitre 042 « Opérations d'ordre de section à section »
pour les travaux en régie réalisés par le CTM: 78 173.00€

II. BUDGET ANNEXE SPIC TVA (D.M.C. N°3)**EN INVESTISSEMENT**

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **0.00 €** détaillée ci-après :

En recettes

- Au chapitre 040« Opérations d'ordre de section à section »
pour l'amortissement des immobilisations
corporelles et incorporelles (complément de crédits) : 54 916.00€
- Au chapitre 021 « virement prévisionnel » -54 916.00€

En FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **0.00€** correspondant à des virements et des corrections techniques et aux inscriptions en dépense et recette détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- Au chapitre 042« Opérations d'ordre de section à section »
- pour l'amortissement des immobilisations corporelles
- et incorporelles (complément de crédits) : 54 916.00€
- Au chapitre 023 « virement prévisionnel » -54 916.00€

En conséquence, après vous avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation de cette décision modificative de crédits, il a été proposé, au Conseil Municipal, de bien vouloir adopter celle-ci dans les conditions prévues à l'article

L 2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

Il a donc été proposé de voter cette décision modificative de crédits chapitre par chapitre :

Budget principal

En Investissement

Dépenses		proposition	vote
040	Opérations d'ordre de section à section	78 173,00	78 173,00
TOTAL		78 173.00	78 173.00

Recettes		proposition	vote
040	Opérations d'ordre de section à section	1 871 021,00	1 871 021,00
021	Virement prévisionnel	-1 792 848.00	-1 792 848.00
TOTAL		78 173.00	78 173.00

En fonctionnement

Dépenses		proposition	vote
042	Opérations d'ordre de section à section	1 871 021,00	1 871 021,00
023	Virement prévisionnel	-1 792 848.00	-1 792 848.00
TOTAL		78 173.00	78 173.00

Recettes		proposition	vote
042	Opérations d'ordre de section à section	78 173,00	78 173,00
TOTAL		78 173.00	78 173.00

Budget annexe SPIC TVA

Investissement

Recettes		proposition	vote
040	Opérations de section à section	54 916.00	54 916.00
023	Virement prévisionnel	-54 916.00	-54 916.00
TOTAL		0.00	0.00

Fonctionnement

Dépenses		proposition	vote
042	Opérations de section à section	54 916.00	54 916.00
023	Virement prévisionnel	-54 916.00	-54 916.00
TOTAL		0.00	0.00

ADOpte

M. DESTIZON s'abstient

19 - Mise à disposition d'un agent de la Ville à la J.A.B. : Décision d'approbation – Signature de la convention

Sur rapport de M. DELANNE :

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement du sport, la Ville de BIARRITZ maintient son objectif prioritaire relatif à l'aide au bon fonctionnement des associations sportives.

L'association Jeanne d'Arc de Biarritz a sollicité une aide exceptionnelle pour faire face aux difficultés conjoncturelles rencontrées dans cette période de crise sanitaire. Avec un effectif de plus de 700 adhérents, la J.A.B. rencontre cette année une difficulté d'organisation administrative malgré ses 6 emplois permanents.

Un renfort ponctuel de renfort sur la partie comptable et financière a été identifié par cette association créée en 1976, fondamentale pour le rayonnement du football amateur des petits comme des grands.

Il a été proposé au titre de cette aide administrative et de façon exceptionnelle la mise à disposition d'un agent de la Ville à hauteur de 7 h de son temps de travail hebdomadaire pour une durée d'une année.

Il a donc été demandé de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer la convention de mise à disposition pour :

- Mme DUBOIS, agent d'exécution comptable, auprès de la Jeanne d'Arc de BIARRITZ : à raison 7 h par semaine du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

ADOpte

20 - Chargé(e) de communication : Décision de création de poste

Sur rapport de Mme AROSTEGUY :

Le développement des missions confiées au service Communication, notamment dans le domaine des multimédias, de la gestion des outils numériques et leur nécessaire mise en œuvre en phase avec le projet politique de la ville, nécessite la création d'un poste d'attaché (emploi de catégorie A). Son rôle sera de concevoir, de mettre en œuvre et d'assurer le suivi des plans et actions de communication, en particulier dans les domaines des multimédias et du numérique. Il devra veiller à assurer la cohérence et la visibilité des messages sur l'ensemble des outils de communication.

Ce poste est susceptible d'être occupé par un agent contractuel compte tenu de la nature des fonctions et des besoins du service, conformément aux dispositions de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, (article 3-3 alinéa 2).

Il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir approuver la création de ce poste de chargé de communication.

ADOPTÉ

Mme BRAO, M. MORIN, M. DESTIZON votent contre
M. BARUCQ, Mme MOTSCH, M. CARRERE s'abstiennent.

21 - Chargé(e) de mission Grands Projets et Transition environnementale :
Décision de création de poste

Sur rapport de Mme AROSTEGUY :

La définition d'une stratégie de renouvellement urbain coordonnée de la Ville fondée sur ses politiques d'organisation en cohérence avec l'urbanisation, la mobilité et le stationnement autour d'une politique orientée sur la transition environnementale, nécessite la création d'un poste de Chargé de mission, de catégorie A.

Son rôle sera de définir un schéma ciblé cohérent de projets d'aménagements des espaces urbains publics mais relevant aussi du domaine privé (investisseurs notamment) en cohérence avec une stratégie foncière maîtrisée. Il coordonnera et supervisera le déroulement et l'organisation des grands projets en cours et à venir.

Conformément aux dispositions de l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ce poste est susceptible d'être occupé par un agent contractuel compte tenu de la nature des fonctions et des besoins du service.

Il a été demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir approuver la création de ce poste.

ADOPTÉ

Mme BRAO, M. MORIN, M. DESTIZON votent contre

22- Tableau des effectifs : Décision de modification

Sur rapport de Mme PINATEL :

L'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale précise que les emplois de chaque collectivité sont créés par son organe délibérant. Le conseil municipal doit donc fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Les avancements de grade, les promotions internes et les intégrations dans un cadre d'emplois décidés après avis de la Commission Administrative Paritaire, réunie le 3 novembre 2020, entraînent des modifications du tableau des effectifs. Ces

modifications permettent aux agents un déroulement de carrière, dans le cadre des possibilités offertes par le statut.

Il a été demandé au conseil municipal de bien vouloir effectuer les transformations de grade suivantes pour les agents titulaires :

Filière administrative

- 5 postes d'Adjoint administratif principal 2^{ème} classe en 5 postes d'Adjoint administratif principal 1^{ère} classe
- 4 postes d'Adjoint administratif en 4 postes d'Adjoint administratif principal 2^{ème} classe

Filière culturelle

- 1 poste d'Assistant de conservation en 1 poste d'Assistant de conservation principal 2^{ème} classe

Filière sportive

- 1 poste d'Educateur des activités physiques et sportives principal 2^{ème} classe en 1 poste d'Educateur des activités physiques et sportives principal 1^{ère} classe

Filière police municipale

- 1 poste de Chef de service de police municipale principal 2^{ème} classe en 1 poste de Chef de service de police municipale principal 1^{ère} classe
- 1 poste de Chef de service de police municipale en 1 poste de Chef de service de police municipale principal 2^{ème} classe
- 1 poste de Gardien-brigadier en 1 poste de Brigadier-chef principal
- 1 poste de Directeur de police municipale en 1 poste d'Attaché (filière administrative)

Filière technique

- 1 poste de Technicien en 1 poste de Technicien principal 2^{ème} classe
- 1 poste d'Agent de maîtrise principal en 1 poste de Technicien
- 3 postes d'Adjoint technique principal 1^{ère} classe en 3 postes d'Agent de maîtrise
- 3 postes d'Adjoint technique principal 2^{ème} classe en 3 postes d'Agent de maîtrise
- 4 postes d'Adjoint technique principal 2^{ème} classe en 4 postes d'Adjoint technique principal 1^{ère} classe
- 11 postes d'Adjoint technique en 11 postes d'Adjoint technique principal 2^{ème} classe

Filière médico-sociale

- 2 postes d'ATSEM principal 2^{ème} classe en 2 postes d'ATSEM principal 1^{ère} classe

Filière animation

- 1 poste d'Animateur principal 2^{ème} classe en 1 poste d'Animateur principal 1^{ère} classe
- 1 poste d'Adjoint d'animation en 1 poste d'Adjoint d'animation principal 2^{ème} classe.

ADOPTÉ

23 - Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT**Sur rapport de Mme CASCINO :**

Il a été rendu compte au Conseil Municipal de :

➤ Signature de marchés publics :

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'acquisition de vêtements pour les sauveteurs nautiques municipaux chargés de la surveillance des plages durant la saison estivale, avec la Société LASTAGE – EARTH DISTRIBUTION, pour un montant de 17 115,60 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant un marché d'insertion pour l'accompagnement éducatif en restauration scolaire et animation des temps d'accueil périscolaire, avec l'Association HORIZONS, pour un montant annuel de 131 790,40 € H.T.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant le remplacement de l'ascenseur de livraison du Casino Municipal, avec la Société KONE, pour un montant de 92 577,60 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux annuels d'éclairage public et de signalisation lumineuse sur la commune de Biarritz et le territoire du S.I.A.Z.I.M. (groupement de commandes Ville de Biarritz/S.I.A.Z.I.M.), avec la Société REXEL, pour un montant minimum annuel de 50 000,00 € T.T.C. et un montant maximum de 128 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'acquisition d'un véhicule utilitaire type fourgonnette neuf pour le Service de la Police Municipale, avec la Société MAXI AVENUE, pour un montant de 29 276,30 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant une mission de maîtrise d'œuvre pour la reconfiguration du hall de l'Hôtel de Ville, avec le Groupement LAFORGUE & LAFORGUE (mandataire) / QUARK INGENIERIE / ACOUSTIQUE COTE BASQUE / TPMO, pour un montant de 28 200,00 € T.T.C.

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création de la marque BIARRITZ et de sa nouvelle identité visuelle, avec la Société PROXIMA PARTENAIRE, pour un montant de 23 400,00 € T.T.C.
- Signature d'avenants aux marchés publics :
 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de fourniture de jouets de Noël pour les enfants du personnel de la Ville de Biarritz, avec la Société HELFRICH FARRJOP, pour un montant de 500,00 € T.T.C. pour l'année 2020.
 - Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de remplacement de la chaudière basse pression à la Villa Natacha, avec la Société BOBION ET JOANIN, ayant pour objet la prolongation du marché jusqu'au 15 octobre 2020 suite aux contraintes de mise en service de l'installation.
 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de mise en conformité de l'accessibilité PMR des écoles Sévigné – Paul Bert – Pyrénées (lot n° 5 : Electricité), avec la Société CAPET, ayant pour objet l'interruption des travaux en raison de la présence d'amiante dans les écoles Pyrénées et Sévigné et leur reprise des travaux durant les vacances d'été 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

La séance est levée à 23 h 00.